Section du
BAS-RHIN
4 place de la République
67000 STRASBOURG
06 36 20 26 10

D'R STIRONKEL

décembre 2023

Merci patron...

... pour tout, ou plutôt, pour pas grand-chose.
2023 se termine en fanfare ... sur une fausse note. Tout le monde est mécontent, ou presque !
Nos décideurs sont passés maîtres dans l'art de nous maltraiter tout en nous expliquant que c'est pour notre bien. Mais qui est dupe ?! Pas nous en tout cas !
Alors, en cette fin d'année, où en sommes nous ?

Les négociations salariales :

- PLUS de promotions internes en 2024 et 2025 ! C'est une bonne chose mais cela n'est pas assez !

- La prime GMBI qui a scandaleusement exclu plusieurs dizaines de milliers d'agents ! Solidaires Finances Publiques en voulait plus, et pour tout le monde.

- Le régime indemnitaire pérenne (cf. page 3) : la négociation a mal démarré... et ne se terminera finalement qu'en 2024, suite à un report décidé unilatéralement par notre Directeur Général !
Motif : Solidaires l'aurait froissé, en publiant un communiqué de presse qui laisserait entendre que la campagne des avis d'impôts locaux ne se passe pas de manière idyllique suite à la mise en place d'un logiciel inabouti... Totalement mensonger, évidemment… ! Résultat : notre DG boude.

La bataille des retraites :

Malgré une très forte mobilisation, le gouvernement est passé en force. Nous ne baisserons pour autant pas les bras !
En attendant, nous devons composer avec le retour de la retraite progressive, système complexe voire incompréhensible pour les non-initiés. L'administration patauge un peu… mais Solidaires Finances Publiques sera là pour vous épauler ! N'hésitez pas à nous contacter !

Beaucoup de défis et de combats nous attendent encore en 2024.

Mais d'ici là, toute l'équipe de Solidaires Finances Publiques vous souhaite une très belle fin d'année !

Culture générale, mon colonel !

Si je vous dis : *"interrompre le travail le plus souvent possible"*, vous allez me répondre "ça, ça me dit quelque chose".

Si j'ajoute *"organiser des réunions alors qu'il y a du travail plus important"*, à tous les coups vous allez penser "décidément, ça me parle...".
Si je surenchéris par *"multiplier la paperasse"*, vous sentez pointer le piège; on ne vous la fait pas, à vous.

Si je continue par un petit "*toutes les décisions doivent être prises par 1 comité*", là, vous en êtes sûr, vous l'avez sur le bout de la langue.

Si je vous dis encore "*faire des exposés et aborder des questions sans intérêts*", vous vous dites "*oui, d'accord, c'est gros comme une maison*".

Si je termine par "*tout doit être validé par 3 personnes, là où une seule suffirait"*, vous allez triomphalement me répondre *"ça y est, je sais ce que c'est!"*.

Vous savez donc, bien sûr, qu'il s'agit du "*Manuel de sabotage simple sur le terrain"*, un ouvrage publié en 1944 par le bureau des services stratégiques américains, distribué aux résistants de l'Europe occupée afin de paralyser la machine de guerre ennemie.

Comment ?...
ça vous dit autre chose ?… ça ressemble à votre journée de travail?… Tiens, je n'y avais pas pensé…

Pour en savoir plus, et notamment sur comment l'Occident en est arrivé à reprendre des méthodes bien connues de sabotage et de désorganisation pour en faire une journée de bureau ordinaire, vous pouvez aller à la source : le documentaire ***"Le fabuleux monde de l'entreprise, ou quand le travail perd son sens"*** encore disponible en replay sur le site internet d' Arte.

--*-*-*

L'EUSSES-TU LU ?

Quelques extraits **significatifs** d'un tract intersyndical concernant les négociations salariales :

STOP À LA DIÈTE

(…) Les dernières évolutions substantielles du régime indemnitaire remontent à 2014 tandis que l'inflation cumulée sur la même période s'élève à 18,5 %.
Depuis 10 ans, notre régime indemnitaire perd chaque année un peu de valeur, à tel point que cette année 2023,

nous travaillons gratuitement depuis le 25 octobre

(sur le plan du régime indemnitaire)

(…) L'indemnité mensuelle de technicité et le barème de la prime de rendement n'ont pas été revalorisés depuis 2017 et la valeur du point ACF est inchangée depuis 2009 !

(…) le déficit de reconnaissance pécuniaire qui touche les catégories A, B et C est tel que la DGFIP rencontre de réelles difficultés d'attractivité.

COURRIER LECTEUR

Le Stir a reçu un coup de gueule que nous partageons avec plaisir :

« Quand le cinéma devient prédiction :

Tout le monde a en tête les répliques de Michel Audiard, mais personne ne pouvait prévoir qu'une d'entre elles, la plus fameuse, allait servir de base à nos décideurs. Je veux parler bien sûr du film-culte, "Les tontons flingueurs". Nul ne sait, en revanche, si la décision a été prise par ordonnance…

« Je m'en vais lui faire une ordonnance. Et une sévère ! Je vais lui montrer qui c'est Raoul. Aux quatre coins de Paris qu'on va le retrouver éparpillé par petits bouts façon puzzle »

Ainsi, les Services des Impôts des entreprises (SIE) deviennent des véritables puzzles, en moins ludiques. Pour un même service antérieurement, des tâches sont désormais effectuées à divers endroits sans la moindre cohérence "éparpillé façon puzzle".
C'est, par exemple le SIE de Forbach (Moselle) qui effectue, pour les 3 SIE du Bas-Rhin, les créations de dossiers ou les mises à jour des locaux servant de taxation à la Cotisation foncière des entreprises.
Bonne chance au collègue qui devra travailler sur une commune qu'il ne connaît pas (et dont il aura peut-être du mal à prononcer le nom…).
Or une base foncière bien établie passe par une bonne connaissance du tissu fiscal...
Ces enjeux sont vitaux pour les collectivités locales, qui risquent de se retrouver avec des ressources moindres du fait d'une mise à jour non maîtrisée.

Au nom de quoi me direz-vous ? D'une revitalisation de zones censée rendre le territoire attractif (...)
C'est sûr, la ville de Forbach va rayonner économiquement grâce à cette installation d'antenne.
Ne doutons pas que Porsche et Cartier vont venir s'installer dans le secteur, alléchés par le pouvoir d'achat mirobolant de 50 agents des Finances Publiques !

Et pour les collègues gérant ces entreprises, rigolade assurée. Quand 10 personnes différentes seront intervenues sur le dossier, on imagine le casse-tête pour s'y retrouver. Entre le SIE "mère", l'antenne, le pôle national des quitus en cas d'achat de véhicule, et bientôt, le centre de contact professionnel de Carpentras, mal de tête assuré !

Et bien sûr, j'en oublie les contribuables, à qui il va falloir adresser un guide pour trouver le bon interlocuteur... vive le service public!

On fait subir aux SIE de véritables tortures moyenâgeuses, un écartèlement qui ne peut conduire qu'à la mort de ce service. Peut-être est-ce le but, d'ailleurs?...

Ce modèle est malheureusement transposable dans bien d'autres domaines, comme les services de l'enregistrement, avec le déploiement d'un centre national à Roanne. ETC ETC...

Nos décideurs devraient arrêter de regarder les bons films pour les travestir. Et si ils se décidaient enfin à mener des politiques, non pas d'annonces ou d'affichage, mais de cohérence ? »

- B R E V E S -

PROTECTION DES AGENTS CHARGES DE L'ACCUEIL : ENFINNNNN !

LU SUR ULYSSE le 27 oct. 2023 / Messages et Discours / Sécurité des agents exerçant des missions d'accueil :

« La protection et la sécurité des agents de la DGFiP dans l'exercice de leur mission constituent une priorité au quotidien pour toute notre collectivité professionnelle.
(...)
Au-delà, les agents doivent se sentir en sécurité pour exercer leurs missions d'accueil du public, qu'il soit en physique ou par téléphone.
Dans ce cadre, les agents accueillant du public, en accueil physique ou par téléphone peuvent dès lors qu'ils s'estiment en situation de risque être autorisés à retirer tout élément nominatif d'identification, à se présenter au moyen du seul prénom ou d'un pseudonyme, de manière à garantir leur anonymat.

Les agents sont invités à signaler à leur hiérarchie toute situation qui pourrait mettre en cause leur sécurité dans l'exercice de leurs missions. »

ENFIN ! Notre section a bataillé depuis longtemps pour obtenir ce droit, déjà appliqué ailleurs, mais systématiquement refusé dans le 67. Comme quoi, SOLIDAIRES avait bien raison de défendre cette revendication, avec toujours un temps d'avance !

--*-*-*

DGFIP FAIS NOUS RÊVER...

Ulysse, Alizé, E-Fip... Décidément, la com' officielle, depuis quelques mois, se ramasse à la pelle, et notre employeur ne recule devant rien pour nous rappeler à quel point notre herbe est plus verte qu'ailleurs...

La dernière fixette en date? L'A-trac-ti-vi-té, bien sûr !
Parce que franchement, on se demande bien pourquoi ça ne se bouscule pas à la DGFIP ces temps-ci.
Pensez donc : des carrières alléchantes, une rémunération à la hauteur de notre investissement et de l'inflation, une hiérarchie à l'écoute, un travail qui a du sens, sans pression des indicateurs, des effectifs en nombre suffisant et des citoyens ravis du service rendu (surtout avec GMBI).
Et on ne parle même pas des poufs, des babyfoots et des mugs, qui font notre joie quotidienne.

Et pourtant, la DGFIP peine à recruter. Incompréhensible, on vous dit.
Mais qu'à cela ne tienne, notre Directeur Général nous a sorti le grand jeu : les candidats vont se bousculer, c'est sûr. Quoi ?! Le message du 11/10/2023 E-Fip n° 98 spécial Attractivité vous avait échappé ?! Quel dommage !
A Solidaires, nous avons tout particulièrement été emballés par le slogan (oups, ah non, on parle de "promesse employeur", c'est plus chic) *« Les Finances publiques, au cœur de l'État, au service de tous, partout sur le territoire »*, tellement en phase avec ce que les agents vivent au quotidien, surtout depuis le NRP...

Mais il y a aussi les photographies, où les agents respirent la joie de vivre (sans doute parce que leurs applicatifs fonctionnent), dans des locaux propres et neufs, avec une poignée d'usagers courtois (qui n'ont pas fait la queue à l'accueil et ont réussi sans problème à faire leur déclaration en ligne).

Enfin, il y a ce nouveau concept : la signature DGFIP . "Qui mieux que vous ?" (oui, car "Venez comme vous êtes" avait déjà été pris par MacDO).

Bref, vous l'aurez compris, nous avons été conquis ! Merci la DGFIP de nous faire rêver !
(et surtout, de nous avoir bien fait rigoler, même si c'est un peu jaune).

« LE BONHEUR, C'EST SIMPLE COMME UN COUP DE FIL »

Ce slogan publicitaire de France Télécom, datant du début des années 1990, vantait les mérites du téléphone, clé du bonheur.
Depuis, ça a bien changé, notamment dans les administrations et surtout aux Finances. Il n'y a pas que les usagers qui se plaignent du manque de décrochés. En interne, on subit la même galère.

Un exemple parmi tant d'autres : pour éviter la prescription de 2020, il faut qu'une « proposition de rectification » parvienne au contribuable avant le 31 décembre. Les délais d'acheminement étant incompressibles, l'urgence devient prioritaire. Mais avant d'envoyer, il vaut mieux être sûr des chiffres proposés. Alors on s'adresse à la seule personne du département qui maîtrise la matière ! Et toc, malgré moult tentatives, matin, midi et après midi, les appels tombent « dans le vide ». On tente alors le contact par moult courriels. En vain. Y a-t-il un.e survivant.e dans ce service ?

Comme il faut absolument une réponse, vu les enjeux, on résiste au découragement, on insiste poliment, jusqu'au moment où on décide d'aller sur place, en personne pour rencontrer le spécialiste himself et échanger de visu. Objectif : gagner du temps et régler simplement la question.

Quelle erreur ! À vouloir faire bien, on se prend un retour de bâton insoupçonné : la hiérarchie locale a réagi promptement en adressant un mail à 6 chefs de services pour leur demander d'arrêter de harceler le collègue qui a d'autres priorités et que, désormais, les délais de ses réponses seront plus longs !

Si protéger l'agent est louable voire indispensable, la démarche cependant nous laisse perplexes :

- pourquoi ne pas solliciter des renforts auprès de la direction ?
- pourquoi ne pas mettre en place un référent dédié aux contrôles, déchargé des autres tâches, en particulier en fin d'année fiscale ?
- pourquoi ne pas former d'autres agents du service pour répartir la charge de travail ?
- pourquoi le fonctionnaire des Finances n'a-t-il pas droit aussi, dans le cadre de ses missions, à un décroché, à une réponse a minima d'attente, comme les usagers ?

Si la solution pour palier le manque d'effectifs est « n'appelez plus, on a trop de travail », pourquoi on ne l'appliquerait pas aussi aux usagers ?

Pas possible, bien sûr, Service Public oblige. Mais de quel service public parle-t-on ? Que reste-t-il à force de supprimer des postes ? L'Intelligence Artificielle ne peut pas répondre correctement à toutes les questions techniques, ni les vacataires, stagiaires ou apprentis !

Bref : contacter un.e collègue en interne, c'est vraiment pas simple comme un coup de fil !

--*-*-*

QUAND LE 67 SORT DU LOT !

Souvent vous vous demandez si faire grève, cela sert à quelque chose ?

Eh bien oui cela sert !

Il faut reconnaître qu'en général, le Bas-Rhin n'est pas le département le plus virulent et mobilisé dans les diverses actions proposées...

Et pourtant, lors de la dernière journée de grève, notre département était à plus de 4 points au-dessus de la moyenne nationale!

Croyez-le ou non mais cela a fait parler dans les couloirs de la Direction... Même le 67 se rebelle ! Et largement !